



Délibération n°2023-I-26

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 6 AVRIL 2023

OBJET : Rétrocession par SCI du plateau d'Ormoys à la commune d'Ormoys des parcelles A n° 816 et 819 représentant un trottoir pour un euro symbolique

Nombre de conseillers	
En exercice	19
Présents	12
Représentés	5
Votants	17

Vote du conseil municipal	
POUR	17
CONTRE	0
ABSTENTIONS	0

L'an deux mil dix-vingt-trois, le six avril, à dix-neuf heures et quinze minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué le trente et un mars deux mille dix-vingt-trois, s'est réuni dans la salle du Conseil Municipal de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques GOMBAULT, Maire.

Etaient présents : Jacques GOMBAULT, Maria-Alexandra GONCALVES, Gérard MARTY, Michel VANIER, Olivier TAIPINA, Lucie PIZZONERO, Martial DUMONT, Michel CARON, Mylène HUEBRA, Frédéric DUBOZ, Marie-Pierre BERDA, Christian SELAME,

Etaient absents représentés :

Catherine LOMBARD est représentée par Maria-Alexandra GONCALVES
Violetta DUAULT est représentée par Michel VANIER
Yannick TURMEL est représenté par Lucie PIZZONERO
Christelle VALETTE est représentée par Jacques GOMBAULT
Matthieu HERLIN est représenté par Gérard MARTY

Etaient absents excusés : Adelette WANET

Etaient absents non excusés : Gaëlle LEQUENNE.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que la SCI du plateau d'Ormoys souhaite rétrocéder des parcelles A n° 816 et 819 représentant le trottoir au droit du 14 rue de la Belle Etoile à Ormoys, pour un euro symbolique

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

✓ **APPROUVE**, à l'unanimité, la rétrocession à la Commune, pour l'euro symbolique, par la SCI du plateau d'Ormoys des parcelles A n° 816 et 819 représentant le trottoir au droit du 14 rue de la Belle Etoile à Ormoys.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune d'Ormoys, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déferée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal compétent.

- ✓ **DEMANDE** à la SCI du plateau d'Ormoiy de procéder à la division cadastrale dudit trottoir
- ✓ **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager et mener à bien la procédure de rétrocession et pour cela, à signer tous documents et engager toutes actions nécessaires.

Fait et délibéré à ORMOY, les jour, mois et an sus dits. Pour extrait conforme.

Le Maire,



The image shows a blue circular official stamp of the Municipality of Ormoiy, Essonne. The stamp contains the text 'MAIRIE D'ORMOY' at the top and 'ESSONNE' at the bottom, with a central emblem. A blue ink signature is written over the stamp.

Jacques GOMBAULT

Délibération	
Reçue en préfecture le	13 AVR. 2023
Affichée le	13 AVR. 2023

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la Commune d'Ormoiy, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal compétent.